

Samedi 26 novembre

18 heures, à l'EAGR

(64, avenue de la Révolution)

**L'association
Limousin-Palestine,
organise un débat avec**

Joss Dray

et la venue à Limoges de

Leïla Shahid



Leïla al-Husseini Shahid, née le 13 juillet 1949 à Beyrouth (Liban), a été déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France (1994-2005), puis, ambassadrice de la Palestine auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg (2005-2015).



Joss Dray, journaliste et photographe, montre depuis de nombreuses années le sort tragique des populations palestiniennes (exposition à la BFM jusqu'au 26 novembre)

Aujourd'hui, qui peut encore croire, même un adjudant au crâne plein de vents rugissants, que le terrorisme est une spécialité arabe au Proche-Orient ?

RAPPELS

Après la Deuxième guerre mondiale, les soldats Britanniques ont remis leur mandat d'occupation à l'ONU. Les puissances coloniales occidentales se sentaient-elles coupables de l'extermination des populations juives d'Europe par les nazis allemands ? Elles ont cherché à se défaire d'une persécution raciste en implantant en Palestine un « foyer national pour le peuple juif ».

1947, un plan de partage de la Palestine mandataire en faveur des colons est voté par l'ONU : 56 % pour l'État juif et 44 % pour l'État arabe "en empêchant toute reconnaissance d'un pays pour les Palestiniens".

14 mai 1948, le terroriste David Ben Gourion, à la tête des bandes fascistes de l'Irgoun, proclame unilatéralement l'indépendance d'Israël. Il provoque une guerre avec la Ligue arabe. L'armistice de 1949, sur une "ligne verte", attribue 78 % de la Palestine à Israël. La bande de Gaza reste occupée par l'Égypte et la Cisjordanie, avec la vieille ville de Jérusalem, par la Jordanie.

Le nouvel État juif consolide son occupation en expulsant plus de 700 000 Palestiniens, regroupés dans des camps.

Années 1960, l'autorité du roi Hussein de Jordanie est contestée par les Palestiniens de Cisjordanie et leur chef Yasser Arafat.

Le terrorisme de l'armée israélienne chasse et massacre en masse les Palestiniens, jusqu'au Liban comme dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Il en résulte des intifadas (révoltes populaires par jets de pierres et attentats suicides).

Dès 1988, l'OLP (Organisation pour la libération de la Palestine) accepte de ne revendiquer que 22 % de la Palestine mandataire (frontières de 1967).

Le 15 novembre 1988 est proclamé un État palestinien, avec Jérusalem comme capitale. Il est reconnu par 75 pays, bien que ne contrôlant pratiquement aucun territoire (tous occupés par Tsahal et les colons racistes juifs).

Le droit au retour des réfugiés palestiniens est revendiqué à Genève le 13 décembre 1988. Il a même été signé par Israël, afin d'entrer aux Nations-Unies, mais n'a jamais été respecté jusqu'à présent. Yasser Arafat renonce officiellement à toute forme de lutte armée.

1993, malgré les accords d'Oslo, les initiatives de

paix échouent face à la violence d'Israël, qui intensifie l'exploitation de toujours plus de terres, en spoliant les propriétaires légitimes arabes.

La Palestine est fragmentée en zones A, B et C multipliant les obstacles et contrôles aux points de passage. C'est le début d'un processus de Bantoustans à l'israélienne.

2001, les négociations de paix sont interrompues par le Premier ministre israélien Ehud Barak : « *Il n'y a pas d'interlocuteurs en face...* » Ce déni de l'autre est le leitmotiv de toute la politique israélienne. Seul prime le droit à la "sécurité".

2007, les habitants de Gaza sont sous blocus total. La ville est un champs de ruines. Les habitants survivants s'abritent sous des tentes. Tsahal bombarde aveuglément les civils. Il s'agit de tester des armes nouvelles pour le compte du lobby international de l'armement.

Plusieurs offensives diplomatiques palestiniennes sont menées pour essayer de secourir les populations civiles, cibles systématiques des militaires israéliens.

2022, à ce jour, en cumul depuis 74 ans, les terroristes d'Israël ont tué, torturé, emprisonné et esclavagisé plusieurs centaines de milliers de Palestiniens.

L'apartheid israélien, aussi raciste que celui qui existait en Afrique du Sud, règne sans partage. Aucune conscience libre ne peut plus l'ignorer. Mais les extrémistes de l'ultra droite, alliés aux partis religieux des colons, gouvernent seuls.

Pourtant, il existe de rares réfractaires à Tsahal, des refuzniks pacifistes et des manifestations de résistance non-violente. Il y a une limite à tous ces assassinats impunis. Les objecteurs de conscience sont soutenus par l'Internationale des résistant·es à la guerre, Amnesty International et trop peu d'autres ONG...

La mobilisation de l'opinion publique internationale et le boycott des entreprises d'Israël prouve la forte désapprobation morale envers un État terroriste, qui ne survit que par la guerre.

N'est-il pas temps de mettre fin aux énormes violations des droits humains, commises sur ordre d'autorités d'ultra-droite, religieuses ou laïques ? Face à la militarisation exponentielle d'Israël, la volonté des Palestinien·nes de vivre dans un pays sans armée montrerait l'exemple vers la sortie d'un monde martyrisé par les profiteurs de guerre.

Notes du secrétariat du Cira Limousin